
PIERRE ASTIÉ
DOMINIQUE BREILLAT*

REPÈRES ÉTRANGERS

(1^{er} JANVIER - 30 AVRIL 1996)

169

* Université de Poitiers.

Partis	Congrès des députés						Sénat	
	Taux de participation 78,06 %		par rapport à 93 76,4 %		sièges	sièges	Sièges	par rapport à 1993
	voix (%)	sièges	voix (%)	sièges				
Parti populaire (PP)	38,85	156	+ 4,08	+ 15	111	+ 18		
Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE)	37,48	141	- 1,20	- 18	81	- 15		
Coalition de gauche, dominée par les communistes (IU)	10,58	21	+ 1,01	+ 3	0	=		
Nationalistes catalans Convergence et Union (CIU)	4,61	16	- 0,34	- 1	8	- 2		
Parti nationaliste basque (PNV)	1,28	5	+ 0,04	=	4	+ 1		
Coalition des Canariés (régionalistes)	0,89	4	+ 0,01	=	2	- 3		
Parti nationaliste de Galice (BNG)	0,88	2	+ 0,34	+ 2				
Herri Batasuna (branche politique de l'ETA)	0,73	2	- 0,15	=				
Indépendantistes Catalans, Gauche républicaine de Catalogne (ERC)	0,67	1	- 0,13	=				
Indépendantistes basques modérés (EA)	0,46	1	- 0,09	=				
Parti régionaliste de Valence (UV)	0,37	1	- 0,11	=				
Autres partis	3,20	0	+ 0,90	=				
Groupe Ibiza-Formentera							1	
Parti indépendant de Lanzarote							1	
	100	350			208			

ESPAGNE

3 mars 1996 : **Élections législatives et sénatoriales.** Ces élections voient la défaite du Parti socialiste (PSOE) de Felipe Gonzalez au pouvoir depuis 1982. Mais la droite n'est pas pleinement victorieuse. Le Parti populaire de José Maria Aznar (PP, conservateur) obtient seulement 38,85 % des suffrages (soit + 1,37 % par rapport au Parti socialiste ouvrier espagnol) et 156 députés sur 350 au Congrès, soit 20 de moins que la majorité absolue (176). L'opposition socialiste avec 141 sièges reste donc solide, perdant seulement 1,32 % de suffrages par rapport à 1993 (cf. *RE*, 67). Tous les autres partis se retrouvent avec à peu près le même nombre de députés à la Chambre.

Les formations nationalistes de Catalogne et du Pays Basque vont négocier chèrement leur appui au Parti populaire, moyennant la reconnaissance de pouvoirs importants aux provinces.

Ces élections se déroulaient au scrutin proportionnel. Les circonscriptions correspondent aux 51 provinces administratives, y compris les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla au nord du Maroc qui élisent un député chacune. A chaque province revient un minimum initial de 2 députés, soit au total 102. Les 248 autres sièges sont attribués en application du système d'Hondt. Les partis n'ayant pas recueilli 3 % des suffrages exprimés dans leur circonscription ne sont pas pris en compte.

Les partis présentent leurs candidats sur des listes bloquées.

Les sénateurs sont également élus dans le cadre des provinces à l'exception des Canaries où les habitants votent par île, au scrutin majoritaire à un tour.

208 sénateurs sont ainsi élus par les citoyens ; les 47 autres sont désignés par les parlements régionaux.

Traditionnellement, le roi et la famille royale s'abstiennent afin de manifester leur impartialité, même si aucun texte ne leur interdit de voter (*Le Monde*, 5 et 12 mars 1996 ; *Le Figaro*, 5 mars 1996 ; *Libération*, 26 février-6 mars 1996 ; *El País*, 4 et 5 mars 1996 ; ambassade d'Espagne).

27 mars 1996 : **Congrès, Sénat.** M. Frederico Tricco, 43 ans, PP, est élu président du Congrès. Il devient le troisième personnage de l'État espagnol après le roi Juan Carlos et le chef du gouvernement.

M. Juan Ignacio Barrero (PP) est élu à la présidence du Sénat (*Le Monde*, 29 mars 1996).

171

ÉTATS-UNIS

30 janvier 1996 : **Élections.** L'État d'Oregon a toujours été pionnier en matière électorale. C'est là que se sont développées certaines techniques originales comme le *recall*. Lors d'une élection partielle pour élire l'un des deux sénateurs de l'État, les électeurs ont voté exclusivement par correspondance. Cela a permis de faire passer le taux de participation de 40 % (en novembre 1994) à 60 %. En attendant le vote *via* Internet ! (*Le Monde*, 16 février 1996.)

ITALIE

11 janvier-16 février 1996 : **Gouvernement, dissolution.** Dans l'incapacité de constituer une majorité parlementaire pour soutenir sa politique, le président du Conseil, M. Lamberto Dini, à la tête

Taux de participation 82,4 %

SÉNAT

Partis ou coalitions	Suffrages	%	par rapport à 1994	Sièges		par rapport à 1994		
				Uninominal	Proportionnel		Total	
Gauche {	L'Olivier	41,2	+8,3	134	23	157	+35	
	Parti socialiste italien	0,9	+0,4	0	0	0	=	
Centre	Parti pour l'Italie	2,9	-13,8	10	0	10	-21	
Gauche {	Pôle des libertés et alliés	37,3	-5,3	67	49	116	-40	
	Liste Pannella (radicaux)	1,6		0	1	1		
Autres {	Ligne du Nord	10,4		18	9	27		
	Mouvement social flamme tricolore (néofascisme)	2,3		0	1	1		
	Autonomes	1,8	+0,4	3	0	3	-1	
	Mani Pulite	0,3		0	0	0		
	Autre liste des Verts	0,3	-0,2	0	0	0		
	Autres ligues	0,2	-1,6	0	0	0		
	Refondation communiste	0		0	0	0	-1	
	Autres listes	278 243	0,8	-2,5	0	0	-1	
	Total				232	83	315	

N.B. : Depuis la loi électorale de 1993, le système électoral italien est mixte, aussi bien à la Chambre des députés qu'au Sénat. Le scrutin majoritaire à un tour concerne les trois quarts des sièges ; l'autre quart est attribué à la proportionnelle, aux listes qui dépassent la barre des 4 % à l'échelon national, en appliquant un système de retenue qui favorise les petits partis.

d'un gouvernement de techniciens, démissionne le 11 janvier, après moins d'un an d'exercice du pouvoir (cf. *RE*, 74 et 77).

Le 1^{er} février, après les consultations d'usage, le président de la République, M. Oscar Luigi Scalfaro, pressent M. Antonio Maccanico, haut fonctionnaire, pour former un gouvernement soutenu par la gauche et la droite. La tentative ayant échoué, le chef de l'État prononce la dissolution des chambres le 16 février. La douzième législature de l'Italie républicaine aura donc duré deux ans (*Le Monde*, 13 janvier, 3 février et 18-19 février 1996 ; *Le Figaro*, 12 janvier, 2 et 16-17 février 1996).

174

21 avril 1996 : **Élections législatives.** Pour la troisième fois en quatre ans, les 50 millions d'électeurs italiens étaient appelés aux urnes pour élire leurs parlementaires.

Rappelons que les précédentes législatures de mars 1994 avaient donné une large victoire à la formation de Silvio Berlusconi et à ses alliés (cf. *RE*, 70). Neuf mois plus tard, la Ligue du Nord lui ayant retiré son appui, le gouvernement de Berlusconi devait démissionner (cf. *RE*, 74).

Ces élections voyaient s'affronter deux coalitions : l'une de centre droit – Pôle des libertés –, dirigée par Silvio Berlusconi, regroupant son parti Forza Italia et l'Alliance nationale de Gianfranco Fini (post-fascistes) ; l'autre de centre gauche – L'Olivier –, dirigée par Romano Prodi, leader du Parti populaire, et regroupant à ses côtés le Parti démocratique de la gauche (anciens communistes) de Massimo d'Alema et le Renouveau de Lamberto Dini, dernier président du Conseil.

Entre les deux, la Ligue du Nord

d'Umberto Bossi, ancien allié de Berlusconi, faisait cette fois-ci cavalier seul avec son programme fédéraliste et ses revendications sécessionnistes.

Le parti Refondation communiste, extrême gauche marxiste, avait conclu un accord avec L'Olivier.

Ces élections vont entraîner une alternance avec le retour de la gauche au pouvoir, dont elle était évincée depuis mai 1947, date à laquelle les ministres communistes puis socialistes avaient quitté le gouvernement De Gasperi. C'est la fin de l'hégémonie de la Démocratie chrétienne (DC), qui a dominé la vie politique italienne pendant quarante-cinq ans.

La coalition de centre gauche – L'Olivier – l'emporte sur le Pôle des libertés. Elle manque la majorité absolue au Sénat d'un siège (157 sur 315) ; elle y devient cependant majoritaire avec l'appui éventuel du Parti communiste (10 sièges). La gauche est également majoritaire à la Chambre des députés avec 319 sièges (284 pour L'Olivier et 35 pour la Refondation communiste). Si la coalition de L'Olivier veut être majoritaire à la Chambre des députés, elle aura besoin des communistes (orthodoxes) de la Refondation ou des élus du parti fédéraliste Ligue du Nord.

Le Parti démocratique de la gauche de Massimo d'Alema (PDS), héritier du PCI, devient ainsi le premier parti du pays avec 21,1 % des suffrages ; le Parti communiste orthodoxe fait une belle avancée par rapport à 1994 en gagnant 2,6 % des voix. La Ligue du Nord d'Umberto Bossi remporte son meilleur résultat avec 10,1 % des suffrages.

L'Alliance nationale de Gianfranco Fini, avec 15,7 % des voix, ne réussit pas à dépasser son allié, Forza Italia (FI) de Silvio Berlusconi (20,6 %) (*Le*

Monde, 23 et 24 avril 1996 ; ambassade d'Italie).

JAPON

5-11 janvier 1996 : **Gouvernement.** A la tête d'un gouvernement dominé par le PLD depuis le 30 juin 1994 (cf. *RE*, 72), le Premier ministre japonais, le socialiste Tomiichi Murayama, 71 ans, démissionne, face à l'impossibilité de se mettre d'accord sur une politique cohérente avec ses alliés, les conservateurs du Parti libéral démocrate (PLD).

C'est l'occasion pour ces derniers, évincés depuis 1993 à la suite de nombreux scandales, de revenir au pouvoir. La Diète désigne, en effet, le leader depuis le 22 septembre 1995 du PLD, M. Ryutaro Hashimoto, 58 ans, comme chef du gouvernement par 288 voix contre 167 à M. Ichiro Osawa, chef du Shinshito (Parti de la nouvelle frontière).

C'est le huitième chef du gouvernement que le Japon connaît en sept ans et le quatrième depuis les élections de juillet 1993 (cf. *RE*, 68, 71, 72).

Il constitue un gouvernement de coalition tripartite, alliant des conservateurs du PLD aux socialistes radicaux : 11 ministres sont issus du PLD, 6 du Parti socialiste et 2 du petit parti Sakigake (parti Pionnier). Il devrait s'agir d'un gouvernement de transition, dans la mesure où les prochaines élections législatives doivent avoir lieu au plus tard en juillet 1997 (*Le Monde*, 6, 7-8 et 13 janvier ; *Libération*, 6-7, 9 et 12 janvier 1996 ; *Le Figaro*, 7 et 12 janvier 1996 ; *Courrier international*, 18 janvier 1996).

PORTUGAL

14 janvier 1996 : **Élections présidentielles.** Comme l'avait fait son prédécesseur, M. Mario Soares, en 1991, il n'a fallu qu'un seul tour à M. Jorge Sampaio, 56 ans, socialiste, pour remporter l'élection présidentielle avec 53,83 % des suffrages. Soutenu par le PS ainsi que par le PC, il l'emporte sur l'ancien Premier ministre libéral (PSD), Anibal Cavaco Silva, 56 ans, au pouvoir depuis le 6 novembre 1985, soutenu par le PSD et une partie du Parti populaire (droite).

C'est la fin de dix ans de « cavaquisme » et de domination du Parti social-démocrate. En trois élections successives : municipales de 1993, législatives de 1995 (cf. *RE*, 77) et présidentielles, la gauche détient désormais tous les rouages de l'État.

C'est aussi la fin du règne de Mario Soares, élu président de la République le 16 février 1986 et réélu le 13 janvier 1991 (cf. *RE*, 58), la Constitution lui interdisant de briguer un troisième mandat successif (*Le Monde*, 16 janvier et 10-11 mars 1996 ; *Le Figaro*, 15 et 16 janvier 1996 ; *Libération*, 13-14, 15 et 16 janvier, 9-10 mars 1996).

Inscrits	8 693 636	
Voix exprimées	5 762 978	
Abstentions		33,65 %
Nuls	69 328	1,22 %
Blancs	63 463	1,10 %
M. Jorge Sampaio	3 035 056	53,91 %
M. A. Cavaco Silva	2 595 131	46,09 %

RUSSIE

15 mars 1996 : **Union soviétique.** A

l'initiative des communistes, la Douma prononce, par 250 voix contre 98, la « restauration » de l'URSS, en déclarant illégale la décision du Soviet suprême du 12 décembre 1991, qui avait mis fin à

l'Union soviétique, ce qui provoque immédiatement des vives réactions dans les États issus du démembrement. Le 20 mars la Chambre Haute demande à la Douma de revenir sur un vote qui ne